

# Mobilisation pour l'enseignement supérieur

Michaël Séguin

Number 792, September–October 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86221ac>

[See table of contents](#)

---

## Publisher(s)

Centre justice et foi

## ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

## Cite this article

Séguin, M. (2017). Mobilisation pour l'enseignement supérieur. *Relations*, (792), 7–8.

sibles de la loi, celle qui défavorise la présence du français au travail, dans le commerce et dans les services publics, et ce, dans 78% des cas (21 fois sur 27).

Suivant ce mouvement, le législateur québécois emboîtera le pas aux tribunaux pour diluer, petit à petit, la règle du français (en permettant par exemple l'utilisation de l'anglais dans les communications entre le gouvernement et les entreprises faisant des affaires au Qué-

bec). Ajoutons à cela le retour de l'unilinguisme anglais de fait dans l'affichage commercial, causé par l'omniprésence des marques de commerce, et c'est une nouvelle forme de libre concurrence entre le français et l'anglais qui s'installe progressivement depuis 40 ans. Est-ce un retour à la case départ?

Au Québec, seul territoire nord-américain où le français est la langue majoritaire, l'avenir du français demeure incertain. Entre 2011 et 2036, selon Statistique Canada, le poids du français comme langue maternelle y passera de 79% à une proportion oscillant entre 69% et 72%. Durant la même période, le français comme première langue officielle parlée passera de 85% à 82% ou 83%. Quant au poids de l'anglais comme première langue officielle parlée, il augmentera, passant de 14% à 16% ou 17%. Ainsi, au Québec, malgré la loi 101 – ou du moins ce qu'il en reste –, le français régressera alors que l'anglais progressera; lentement, mais sûrement.

Quarante ans après le retour des espoirs, le Québec semble de nouveau plongé au temps des incertitudes. L'anglais n'est plus perçu comme la langue d'une minorité détenant le capital, mais il s'est entretemps imposé comme langue des échanges internationaux, des technologies, de la recherche, de la mondialisation, de la culture populaire. À cette réalité s'est greffé un retour au bilinguisme institutionnel, libre concurrence qui rappelle une autre époque. Si le Québec ne résiste pas, l'anglais s'imposera comme langue utile, rentable, indispensable sur son territoire. On parlera français entre francophones encore longtemps dans plusieurs régions, mais l'anglais agira comme langue de contact entre Québécois de toutes origines. Le peuple québécois assistera à son propre déclin. À moins qu'on soit à la veille d'un sursaut citoyen et politique, qui permettrait par exemple de reconsidérer l'exigence systématique de l'anglais à l'embauche dans tous les domaines d'emploi, freinerait l'accroissement de l'unilinguisme anglais dans l'affichage commercial et mettrait fin à la bilinguisation des services publics...

Durant les années 1940 et 1950, la renaissance du Québec français était espérée, mais semblait improbable. Elle

aura pourtant lieu, 10 ou 20 ans plus tard. Ce qui apparaissait naturel la veille devint associé à une dépossession qui devait être corrigée. Aujourd'hui, cette renaissance apparaît à nouveau improbable. Or, le nouveau rapport de force, renforcé par le statut de l'anglais à l'international et toujours favorisé par les mêmes vieilles structures politiques, pourrait bientôt reprendre le visage de la dépossession. Et c'est là que tout redviendra possible. ☹

## Ouverture de la librairie Racines

Le 5 août dernier, la librairie Racines ouvrait ses portes au 4689 boulevard Henri-Bourassa Est, en plein cœur du quartier Montréal-Nord, qui abrite une grande diversité ethnoculturelle. Fondée par Gabriella Kinté, la librairie s'est donné le mandat de promouvoir « l'histoire, la culture et les conditions de vie des personnes racisées », en particulier des communautés noires au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. En plus des livres, des bandes dessinées et des zines (des publications imprimées à petits tirages et autopubliées), le lieu souhaite offrir un espace d'expression artistique et de mobilisation pour la population locale.

## Le Bâtiment 7 sur les rails

Après plus de dix ans de mobilisation citoyenne, une étape importante a été franchie dans la réalisation du projet de requalification communautaire du bâtiment 7 dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal. L'édifice de quelque 8400 m<sup>2</sup>, laissé à l'abandon par le CN pendant plusieurs années, a été officiellement cédé au collectif 7 à Nous le printemps dernier. Les travaux de réaménagement pourront donc aller de l'avant et bénéficieront d'un financement public de 1,7 million de dollars débloqué en avril par Québec et la Ville de Montréal. À l'hiver 2018, une première section du bâtiment devrait être inaugurée. Elle sera consacrée aux services de proximité collectifs et coopératifs ainsi qu'à des ateliers collaboratifs. À terme, l'endroit est appelé à devenir un milieu de vie misant sur l'autonomie collective, où se côtoieront entre autres agriculture urbaine, micro-brasserie coopérative, épicerie autogérée et services de santé communautaires. Voir <batiment7.org>.

## MOBILISATION POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

*La nécessité de protéger la mission publique du système d'éducation rallie la communauté enseignante.*

**Michaël Séguin**

L'auteur est vice-président aux relations intersyndicales du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal

**D**u 18 au 20 mai dernier, un événement majeur, sinon historique, se déroulait à l'Université Laval: environ 500 acteurs de l'enseignement supérieur au Québec se sont rassemblés pour mener ce qu'ils avaient convenu d'appeler des « États généraux de l'enseignement supérieur ». Il est en effet très rare que les professeurs, les chargés de cours, les étudiants, les professionnels et les membres du personnel de soutien tant des cégeps que des universités se retrouvent ainsi pour discuter d'enjeux communs plutôt que de leurs revendications professionnelles particulières.

Organisé sur une période de deux ans par une vingtaine de fédérations syndicales, d'associations étudiantes et d'associations professionnelles, à l'initiative de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, ce rassemblement visait à faire converger ces partenaires autour de revendications communes à l'approche des élections

provinciales de l'automne 2018. Les thématiques abordées dans les conférences et ateliers des deux premiers jours reflétaient une diversité d'enjeux : la pérennisation du financement public, la mission des différents réseaux, l'accessibilité des études supérieures à différents groupes sociaux et dans différentes régions, les dérives marchandes et autoritaires qui frappent le système, la précarisation des conditions d'emploi en enseignement et en recherche ou encore la violence sexuelle au cégep et à l'université. Le dernier jour consistait pour sa part en une plénière permettant d'identifier des voies d'action qui seront reprises par le comité organisateur.

Un commun désir d'agir rapidement pour sauvegarder la mission publique du système d'enseignement ressortait des différentes interventions. Un consensus s'est fait autour de la nécessité de protéger cette mission des dérives marchandes (notamment l'imposition de standards commerciaux d'évaluation de l'enseignement) et de la privatisation de l'intérieur (lorsqu'on impose une majorité de membres externes aux conseils d'administration, par exemple). On a aussi convenu qu'il faut mettre fin au « malfinancement » qui prive les cégeps et les universités de la marge de manœuvre requise pour offrir une formation de qualité et des conditions de travail et d'étude décentes. Selon plusieurs, il est urgent de former un front commun et de lancer des actions concertées pour alerter tant les milieux d'enseignement que la population en général au sujet de ces enjeux. Certains se sont d'ailleurs dits prêts à



Quelque 500 acteurs du milieu de l'enseignement supérieur étaient réunis en mai 2017 à l'Université Laval. Photo: FNEEQ (CSN)

prendre la rue pour se faire entendre, comme l'ont fait les étudiants en 2012, quitte à recourir à la désobéissance civile pour attirer l'attention. Un collègue chargé de cours proposa de manière plutôt rigolote de porter des pantalons de camouflage pour la rentrée... surtout qu'il y en aura beaucoup en vente maintenant que les policiers doivent s'en départir!

D'autres moyens, davantage liés au quotidien des enseignants, ont aussi été proposés pour s'opposer à toute conception marchande de l'éducation, notamment revoir le langage utilisé. Nos étudiants ne sont pas des *clients*; notre enseignement n'a pas à être soumis à des normes d'*assurance-qualité* externes au milieu éducatif; l'*excellence* a peu à voir avec le rang occupé par nos institutions scolaires dans les classements d'une agence internationale; enfin, la *saine gouvernance* devrait être synonyme de la capacité de la communauté enseignante de définir elle-même ses orientations plutôt que de les céder à son seul conseil d'administration. À ce propos, l'idée d'une loi encadrant la composition des conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur, en

particulier la nomination des membres externes, a soulevé beaucoup d'enthousiasme auprès des délégués présents.

Loin d'être un point final, ce rassemblement se voulait plutôt un point de départ. Une coopération et une concertation renouvelées entre les différents acteurs du milieu de l'enseignement supérieur, tant au cégep qu'à l'université, sont nécessaires afin de tracer ensemble un état des transformations qui nous affectent et les moyens d'action à notre disposition. Plusieurs ont d'ailleurs souligné l'importance de tenir de véritables états généraux de l'enseignement supérieur – les derniers remontant à plus de 20 ans. Ceux-ci devront, à l'instar de cette initiative, faire vraiment place aux acteurs de l'enseignement, eux que les ministères concernés ont souvent tendance à tenir à l'écart. En attendant, une deuxième édition de ce rassemblement est prévue à l'automne 2018, à la veille des prochaines élections provinciales, afin de formaliser les revendications communes qui seront portées par les différents partenaires sur la scène publique et politique, en valorisant le rôle de l'éducation supérieure au sein de la société québécoise. ©

